




L'Europe sous la pression de l'extrême droite

LA CRISE DES RÉFUGIÉS

est en train de soumettre l'Union européenne à l'une des épreuves les plus décisives de son histoire. Incapables d'affronter l'afflux des migrants avec décence et responsabilité, les Vingt-Huit, qui ont vu inexorablement progresser le vote d'extrême droite depuis quinze ans, voient cette mouvance désormais en mesure d'imposer sa ligne identitaire un peu partout. Au-delà de ce qui les différencie – souverainisme,

identité nationale, rejet de l'UE, etc. –, ces partis xénophobes partagent une même idéologie sécuritaire et anti-migrants. Et, s'ils ne semblent pas (encore) en capacité de « prendre » le pouvoir, ils orientent déjà notablement la politique des gouvernements de droite, majoritairement au pouvoir dans l'Union, et dont la radicalisation est notable en Autriche, en Hongrie, en Pologne, en République tchèque

ou en Slovaquie. Ajoutons la France. Coïncidence frappante : le 4 mars, l'Italie vote pour élire ses députés, et en Allemagne les militants sociaux-démocrates diront s'ils veulent s'allier avec les conservateurs. Sur ces deux scrutins pèsent des extrêmes droites en pleine expansion et totalement décomplexées. Avec d'un côté une inspiration fasciste, et de l'autre des références nazies en clair dans les discours.  Patrick Piro

L'Italie vote à l'ombre

À la veille des élections législatives du 4 mars, l'extrême droite, proche ou alliée de la droite berlusconienne, pèse lourdement sur un débat politique capté par la question des migrants.

≡ Olivier
Doubre

Macerata, chef-lieu de province de la région des Marches (au centre du pays), 43 000 habitants environ, samedi 3 février, 23 heures. Un militant néofasciste, Luca Traini, 28 ans, travaillant comme videur, ancien candidat de la Lega (Ligue) aux municipales, tire au pistolet et blesse six Africains dans des quartiers qu'il sait fréquentés par de nombreux immigrés. Aucun, heureusement, n'est tué, mais plusieurs subissent une opération d'urgence à l'hôpital.

Traini se rend ensuite devant l'imposant monument aux morts de la ville, construit sous Mussolini. C'est là qu'il est arrêté, drapeau italien dans le dos, faisant le salut fasciste. On retrouve chez lui de nombreux écrits d'extrême droite. Sur une de ses tempes, un tatouage fait clairement référence au nazisme. Poursuivi pour « tentative de massacre avec la circonstance aggravante de crime raciste », il explique son acte par la volonté de venger l'assassinat d'une usagère de drogues de Macerata, duquel est accusé un Nigérian, son dealer supposé.

Très vite, les formations d'extrême droite cherchent à disculper le tireur. Les plus radicaux, comme CasaPound (qui dit regrouper « les fascistes du XXI^e siècle ») ou le parti d'ultra-droite Forza Nuova (et sa liste « L'Italie aux Italiens »), apportent (à peine à demi-mot) leur soutien à Traini, organisant une marche pour la jeune droguée retrouvée morte. Multipliant les rassemblements ces derniers jours, provoquant des contre-manifestations antifascistes.

Plus préoccupant à terme, Matteo Salvini, leader de la Ligue, déclare que « le problème, ce n'est pas Luca Traini, mais bien l'invasion des migrants en Italie ». Une position qui éclaire crûment la teneur du débat politique en Italie, à quelques jours des élections législatives du 4 mars, alors qu'aucune réaction d'unité nationale ne vient condamner l'acte odieux. Le samedi suivant, 10 février, une imposante manifestation antifasciste a lieu à Macerata – sans le Parti démocrate (PD) de Matteo Renzi, qui a refusé d'y participer. Même si le samedi 24, ultime week-end avant le vote, les Démocrates finissent par rejoindre la grande manifestation qui se tient à Rome...

La Ligue, c'est le nom rénové de la Ligue du Nord, après que ce parti xénophobe s'est

transformé pour acquérir une surface nationale, abandonnant au passage le dogme du séparatisme régional de la riche partie septentrionale du pays pour mener presque exclusivement campagne contre l'immigration. À l'occasion de ce scrutin législatif, Matteo Salvini s'est allié à Silvio Berlusconi (Forza Italia). L'attelage, s'il l'emporte, comme l'indiquent les derniers sondages, prévoit que celui des partis arrivé en tête choisira le président du Conseil. Or, l'extension territoriale de la Ligue a porté ses fruits : elle recueillerait près de 14 % des suffrages, sur les talons de Forza Italia, estimée à 16 %.

Dans une Italie désemparée par le flux des migrants, cette droite radicale qui fait bon ménage avec son extrême a le vent en poupe. Le gouvernement mené par le pâle Parti démocrate avec le président du Conseil, Paolo Gentiloni, et une partie du centre-droit (essentiellement d'anciens berlusconiens éloignés de leur mentor) se vante sans cesse de ses « résultats contre l'immigration, alors que la Ligue ne sait semer que le désordre », par la voix de Domenico Minniti.

L'actuel ministre de l'Intérieur, qui a fait toute sa carrière dans le PD, est à l'origine de l'accord financier avec les autorités de Tripoli pour que les garde-côtes libyens empêchent autant que faire se peut le départ des embarcations de fortune pleines de candidats à l'immigration vers les côtes italiennes. Il se veut aussi homme à poigne, renvoyant dos-à-dos ce qu'il appelle les « extrêmes » : néofascistes et manifestants antifascistes, faisant d'ailleurs souvent charger par la police les plus radicaux de ces derniers, afin de protéger les meetings des formations d'extrême droite. Les militants antifascistes en ont fait l'une des cibles principales de leurs attaques, notamment du fait de sa politique migratoire nettement répressive.

Par ailleurs, la gauche de gauche, qui prend part à tous les rassemblements antifascistes, est particulièrement divisée. Essentiellement entre une alliance intitulée Potere al Popolo (« Pouvoir au peuple »), laquelle regroupe les communistes orthodoxes et des mouvements citoyens anticapitalistes locaux, et Liberi e Uguali (LeU en abrégé, « Libres et égaux ») rassemblant les militants de diverses scissions

de gauche du PD, après son inexorable glissement vers le centre. Selon de récents sondages, Potere al Popolo ne serait pas en mesure de dépasser le seuil minimum de 3 % des voix pour obtenir des élus à la proportionnelle (1). En revanche, LeU devrait obtenir près de 25 sièges à la Chambre et une douzaine au Sénat, tous *via* le scrutin proportionnel.

Enfin, dernière force qui, elle aussi, tient un discours stigmatisant les immigrés, couplé à un libéralisme économique assumé, le Movimento 5 Stelle (M5S ou « Mouvement 5 étoiles », de Beppe Grillo) devrait sortir, selon la majorité des enquêtes, en tête du scrutin. Cependant, refusant toute alliance à gauche ou à droite, il devrait rester en dehors des accords futurs pour former le prochain gouvernement.

14 %

C'est le score que les sondages prédisent à la Ligue, parti xénophobe.

Tous les regards sont donc tournés vers la coalition Berlusconi-Salvini, qui s'est adjoint le renfort de Fratelli d'Italia, formation qui se veut l'héritière du vieux MSI, le parti néofasciste d'après-guerre. L'addition de leurs voix pourrait donner à cette alliance la majorité absolue au Sénat, mais peut-être pas à la Chambre des députés. Plusieurs observateurs

ne croient cependant pas au « pire », jugeant que la sulfureuse Ligue ne coiffera pas sur le poteau Forza Italia, qui aurait alors la main pour choisir le président du Conseil. Il ne s'appellera pas Silvio Berlusconi, inéligible du fait de ses nombreuses affaires judiciaires, mais son parti reviendrait au pouvoir, comme en 1994 (durant moins d'un an), et surtout de 2001 à 2006. Le grand retour du Cavaliere, qui, à 81 ans, se verrait bien diriger – de l'extérieur – le futur exécutif.

Celui-ci serait-il constitué autour de la seule coalition victorieuse ? Pas sûr. Il se pourrait même que la menace de la Ligue incite une partie des élus de Forza Italia à se démarquer de leur leader pour bâtir une « grande coalition » à l'allemande avec le Parti démocrate, emmenée par l'actuel président du Conseil, Paolo Gentiloni, modéré. Climat politique oblige, celui-ci n'a d'ailleurs pas démissionné, comme le veut la tradition en Italie à la veille de toute élection législative. Il s'est même rendu la semaine passée à Berlin et n'a cessé, durant ce déplacement, d'assurer Angela Merkel et la classe dirigeante allemande qu'en Italie « les populistes ne l'emporteront pas ! ».

En rompant avec ses années « séparatistes », la Ligue a adopté un programme peu ou prou similaire à celui des autres partis d'extrême droite en Europe, focalisé sur le rejet

(1) Une part des sièges est élue au scrutin uninominal majoritaire, une autre à la proportionnelle, ce qui laisse plus de chances aux petites listes.

des fascistes



Une affiche lacérée de Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, qui se verrait bien diriger en coulisses le nouvel exécutif.

AFP/ALBERTO PIZZOLI

des immigrés et l'euroscepticisme. Le parti est ainsi aujourd'hui membre, au niveau européen, du groupe auquel appartient le Front national français (Marine Le Pen et Matteo Salvini se sont rencontrés très souvent). Il travaille à consolider son implantation dans toute la péninsule, et gagne notamment de plus en plus de suffrages dans les régions centrales, dites autrefois « rouges », anciens bastions du PD dont les électeurs traditionnels sont déçus par les reniements de leur parti.

Dans un pays qui demeure, avec la Grèce, la principale porte d'entrée des réfugiés en Europe (près de 200 000 l'an dernier), la question migratoire est devenue centrale dans le débat politique. Au point d'avoir placé cette campagne législative sous l'influence presque totale des idées et de la stratégie de l'extrême droite. Et les rapports de force électoraux en sont affectés au point que le PD lui-même, en voie de recentrage permanent, se livre aujourd'hui à un jeu dangereux. Il a été jusqu'à débaucher et à présenter des candi-

dates comptant jadis parmi les plus proches de Berlusconi au pouvoir, et se présente comme le garant de l'ordre en renvoyant souvent dos-à-dos fascistes et antifascistes radicaux sur le thème « des extrêmes qui se rejoignent ».

La réponse qu'apporteront les urnes, le 4 mars, sera scrutée avec une attention toute particulière en Italie, bien sûr, mais également au-delà de ses frontières. Alors que les der-

nières semaines de campagne ont vu se succéder à travers tout le pays des rassemblements d'héritiers du fascisme ne cachant rien de leur filiation et de leur xénophobie, les différents observateurs ne devraient pas manquer de rappeler que l'Italie a bien souvent été qualifiée de laboratoire politique précurseur, dans cette Union européenne dont elle est l'un des membres fondateurs. ●

EN POLOGNE, UNE DROITE ULTRACONSERVATRICE

Si la Pologne ne compte aucune formation importante à droite de Droit et Justice (PiS), au pouvoir depuis 2015, c'est que ce parti ultraconservateur occupe tout bonnement déjà une grande partie de l'espace généralement préempté par l'extrême droite : restrictions sévères de la liberté d'expression (dans les médias ou le domaine de la culture), attaques contre les droits des femmes, l'indépendance de la justice, etc. En particulier, le PiS s'arc-boute sur une rhétorique xénophobe,

refusant autant qu'il est possible l'accueil de nouveaux réfugiés ou migrants. Multipliant les atteintes aux libertés civiles et aux droits fondamentaux, en dépit des timides sanctions prises par la Commission européenne, le parti au pouvoir en Pologne parvient ainsi assez naturellement, par sa politique et sa stratégie, à couper l'herbe sous le pied aux surenchères extrémistes, et à éviter le développement d'une formation concurrente sur sa droite. ≡ O. D.



Angela Merkel entourée de membres de l'AfD au Bundestag.

AFP/TOBIAŠ SCHWARZ

En Allemagne, consultation sous influence

Les sociaux-démocrates décideront le 4 mars de reconduire ou non l'alliance avec le parti d'Angela Merkel. Enjeu : éviter de nouvelles législatives qui profiteraient à l'extrême droite.

≡ Rachel Knaebel

Plus de cinq mois après les dernières élections législatives, l'Allemagne n'a toujours pas de gouvernement. Depuis septembre, le Bundestag compte aussi un parti d'extrême droite en son sein, l'AfD, qui y a fait une entrée fracassante avec 92 députés (sur 709), bien plus que la gauche (Die Linke, 69 sièges) et les écologistes (Grünen, 67). Une première depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

C'est dans ce contexte inédit que les quelque 450 000 adhérents du Parti social-démocrate (SPD) votent, jusqu'au 4 mars, pour ou contre la formation d'une nouvelle grande coalition gouvernementale, la « GroKo », avec les conservateurs – la CDU (Union chrétienne-démocrate) d'Angela Merkel et son alliée CSU (Union chrétienne-sociale en Bavière) –, après que les dirigeants de ces partis ont mis au point, le 7 février, un projet d'accord de gouvernement. Sorte de reconduction d'une formule à la tête de l'Allemagne depuis 2013.

Le SPD est sorti de ces quatre ans avec seulement 20,5 % des voix aux législatives de septembre, contre 25 % quatre ans plus tôt, un recul historique. Au lendemain du vote, le parti et son candidat, Martin Schulz, ont donc

d'abord refusé catégoriquement l'idée d'une nouvelle GroKo. L'AfD avait récolté 12,6 % des voix, contre 4,9 % quatre ans plus tôt, alors que le parti venait tout juste de se créer.

Mais l'alliance CDU-CSU (en tête avec juste 33 % des voix) ne pouvait prétendre gouverner seule. Une tentative d'accord avec les libéraux (FDP, 10,7 %) et les Grünen (8,9 %) ayant échoué, les sociaux-démocrates se sont retrouvés une fois encore en position d'arbitre de la stabilité politique du pays. Soit ils se plient à la grande coalition, avec toujours Merkel pour chancelière, soit l'Allemagne se met en route vers l'inconnu. Car l'alternative, si le « non » d'une majorité des militants du SPD l'emporte, serait la perspective d'un gouvernement minoritaire, ou bien de nouvelles élections où l'AfD, forte de sa dynamique actuelle, pourrait accroître son nombre de députés. Le 19 février, un sondage plaçait même le parti d'extrême droite à 16 % d'intentions de vote, devant un SPD à seulement 15,5 %, une première.

« Depuis septembre, un parti ouvertement raciste est entré au Bundestag. Dans le cas

d'une nouvelle grande coalition, il deviendrait le plus important parti d'opposition du Parlement, avec tous les avantages qui y sont liés : plus de visibilité, la tête de la commission du budget, plus d'attention de la part des médias. Ce qui risque de le renforcer encore », analyse Daniel Reitzig, 39 ans, tout nouveau militant du SPD. « Je colle des

affiches et je distribue des tracts pour le parti depuis 1990, mais je ne voyais pas l'intérêt de m'encarter. Alors, quand Martin Schulz a dit que les militants pourraient voter sur la grande coalition, j'ai pensé que c'était l'occasion de participer au renouvellement du parti. » Et, pour lui, c'est d'abord rejeter la coalition.

« On nous brandit la menace de nouvelles élections

si le « non » l'emporte, mais ce n'est pas automatique », souligne le trentenaire. En Allemagne, c'est le président de la République fédérale qui doit donner son feu vert pour un retour aux urnes. Et il est en effet très probable que celui-ci (Frank-Walter Steinmeier, issu du SPD) préfère laisser à Merkel la charge de former un gouvernement minoritaire. Quitte à

16 %

Ce seraient les intentions de vote pour l'AfD en cas de nouvelles élections.

L'Europe hérisson de Sebastian Kurz

Tout en surfant sur les thèmes de l'extrême droite, l'habile nouveau chancelier autrichien se pose en réformateur de l'UE.

ce que la chancelière se débrouille pour négocier le soutien d'une majorité des députés lors du troisième tour de vote organisé au Bundestag pour l'élection du chef de gouvernement. « Et puis les grandes coalitions où le SPD était minoritaire lui ont toujours fait perdre des voix par la suite, même s'il est parvenu à imposer certaines de ses mesures au niveau politique », ajoute le militant. Comprendre : une nouvelle GroKo n'écarterait pas davantage le risque de voir l'extrême droite gagner des sièges au Bundestag lors des prochaines législatives.

Pendant que l'AfD parade dans les médias au fil de sondages de plus en plus flatteurs, le SPD est en pleine ébullition depuis l'annonce du projet d'accord de GroKo. Le Parti social-démocrate a enregistré des milliers de nouvelles adhésions ces dernières semaines, à l'aune de ce vote interne. « C'est encore le même débat qu'en 2013. On dit qu'on veut renouveler le parti et on va se retrouver avec les mêmes », déplore Paul, jeune militant particulièrement remonté. J'ai l'impression de me faire avoir encore une fois. »

Dans la salle aux hauts plafonds et aux lourdes portes de bois de la mairie de quartier de Pankow, dans le nord-est de Berlin, une centaine d'adhérents de la section locale du SPD sont venus débattre. « Quand on est dans une grande coalition, les gens ne voient que les compromis qu'on fait avec les conservateurs, pas ce qu'on arrive à faire passer », regrette une militante des Jusos, les jeunes sociaux-démocrates, qui font une campagne virulente contre la coalition, portés par leur charismatique meneur Kevin Kühnert.

Difficile de distinguer ici une tendance dominante. Il y a des pour plus ou moins fervents, des contre plus ou moins en colère contre la direction du SPD, des militants de longue date et des nouveaux : femmes, hommes, jeunes et retraités. Un vieil homme souligne que, dans un gouvernement, le SPD aura de nombreux ministères. Un militant historique, cinquante années de SPD au compteur, dit avoir lu attentivement le contrat de coalition et l'avoir trouvé difficile à digérer.

Ce texte d'une centaine de pages soumis au vote des militants laisse pourtant apparaître en plusieurs points la signature des sociaux-démocrates : la fin des ventes d'armement aux pays intervenant militairement au Yémen, un engagement clair pour la sortie du charbon, un objectif de 65 % d'énergies renouvelables dans la consommation d'électricité d'ici à 2030 (contre un peu plus de 30 % aujourd'hui). Mais le document prévoit aussi un durcissement de la politique migratoire en rendant beaucoup plus difficile, par exemple, le regroupement familial pour les réfugiés arrivés ces dernières années. C'est d'ailleurs le très droitier Horst Seehofer, président de la CSU, qui s'est vu promettre le ministère de l'Intérieur à l'issue des négociations. Le SPD, lui, devrait diriger les Finances, les Affaires étrangères, le Travail, l'Environnement et la Justice.

« Je suis arrivé à la conclusion que je voterai pour », défend Klaus Mindrup, »

Patrick Moreau

Patrick Moreau
Politiste, spécialiste de l'extrême droite en Autriche et en Allemagne, auteur de *De Jörg Haider à Heinz-Christian Strache* (Le Cerf, 2012). Voir également ses notes sur l'Autriche sur fondapol.org.

L'homme est considéré comme l'anti-Angela Merkel par excellence.

Lors de la dernière conférence de Munich sur la sécurité, mi-février, le jeune chancelier autrichien Sebastian Kurz (ÖVP, Parti populaire autrichien) a décrit sa vision de l'Europe, alors que son pays prendra la présidence de l'UE en juillet prochain. Sans aucune réaction négative. Un contraste étonnant avec les années 2000, quand l'Autriche avait été mise sous surveillance à la suite de la première coalition entre la droite conservatrice (ÖVP) et l'extrême droite (FPÖ). Cet évident succès montre les qualités politiques sur le plan intérieur, et stratégiques au niveau international, de Sebastian Kurz. Ce que les électeurs semblent approuver : la liste ÖVP se situe entre 33 et 36 % des intentions de vote, et le FPÖ à 26 % (comme les sociaux-démocrates du SPÖ).

Kurz réussit à imposer au FPÖ, antieuropéen, qu'il mette sous le boisseau tout discours sur la sortie de l'UE ou de la zone euro. Certes, la menace du président de la République, Alexander Van der Bellen, de recourir à son droit de dissolution du gouvernement en cas de politique antieuropéenne a joué un rôle. Le chancelier a aussi isolé les questions européennes, qui restent de son seul ressort, tenant à l'écart la ministre des Affaires

étrangères, Karin Kneissl, proche du FPÖ.

Kurz a compris qu'il fallait jouer une autre carte que celle de la provocation. Il garde ses distances avec les pays du Groupe de Visegrád (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie), tout en manifestant sa compréhension pour leur

politique anti-immigration. Ses relations avec le sulfureux Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, sont bonnes mais sans chaleur. De même que ses rapports avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.

Kurz n'a jamais caché que, s'il restait un partisan de la construction européenne, il lui apparaissait nécessaire d'intégrer des corrections de fond. Il souhaite ainsi pour l'UE une montée en puissance géopolitique, y compris sur le plan militaire, une préservation des « valeurs fondamentales » ayant présidé à sa naissance (démocratie et héritage judéo-chrétien), un système économique libéral visant la réduction des inégalités sociales.

La bureaucratie européenne doit être réformée, l'hyper-régulation interrompue au profit d'une plus grande autonomie des nations-membres. Il prône enfin un meilleur contrôle de la Banque centrale et une remise à plat des perspectives d'élargissement de l'UE (rejet de l'adhésion de la Turquie). La marche vers une Europe plus intégrée doit être repoussée, et la création de ministères européens abandonnée. Surtout, l'immigration économique doit être arrêtée, sans que le droit d'asile soit fondamentalement remis en cause. Le projet Kurz vise une protection très « ferme » des frontières, un renvoi au pays des illégaux, une tenue des migrants à l'écart des systèmes de protection sociale. Enfin, la liste des « pays tiers sûrs » (où renvoyer les migrants) doit être élargie.

À juste titre, Sebastian Kurz est considéré comme l'anti-Angela Merkel par excellence, et perçu comme critique des projets d'Emmanuel Macron. Alors que la chancelière allemande est de plus en plus isolée et affaiblie, il y a derrière Kurz non seulement les pays du Groupe de Visegrád, les États nordiques et du sud-est de l'Europe, mais aussi les Pays-Bas et l'Italie, ce qui conforte son image de réformateur de l'UE.

Sur le plan intérieur, le chancelier autrichien a payé le prix nécessaire. Il a confié au FPÖ la totalité de l'appareil sécuritaire, l'armée, les services secrets, les Affaires étrangères, le fonctionnariat. Mais il compte sur son habileté pour mettre à son crédit le bénéfice des actes de son allié, lequel porterait le chapeau en cas de débordements. Le FPÖ a d'ailleurs été rattrapé par son histoire (un carnet de chansons antisémites diffusé par une des corpos nationalistes qui sont au cœur de ce parti) : le début d'une crise larvée qui devrait renforcer Kurz sur le long terme.

Le chancelier se donne ainsi une image de rénovateur en « volant » au FPÖ ses thèmes porteurs, surfant sur l'hostilité à l'égard de l'immigration et de l'islam manifestée par la population autrichienne (plus des deux tiers des sondés). La croissance économique de ce pays, déjà prospère, vient encore renforcer son aura de battant et de demiurge. La gauche (Verts et sociaux-démocrates) est pour sa part entrée dans une crise idéologique majeure, qui a favorisé l'établissement d'un discours dominant, voire hégémonique, centré autour de l'Heimat (le pays réel où l'on est enraciné), de « l'Autriche d'abord » et d'une vision du monde « hérisson ». ■

« p.21 député SPD au Bundestag depuis 2013. Sur les thèmes du climat et de l'énergie, que je suis en particulier, c'est un bon programme. Et je pense malgré tout qu'au sein d'une grande coalition le SPD peut tirer parti à la fois des mesures qu'il arrive à faire passer et des positions qu'il défend, même s'il ne parvient pas à les imposer aux conservateurs. » Klaus Mindrup juge aussi que le SPD sera plus utile dans un gouvernement – même avec la droite – que dans l'opposition. Lors de la dernière législature, le parti a par exemple obtenu la mise en place, enfin, d'un salaire minimum interprofessionnel en Allemagne. Mais, surtout, le député estime qu'il est de la responsabilité du SPD de ne pas mener l'Allemagne à l'instabilité politique.

Particulièrement affaibli, le parti se serait bien passé de sa position d'arbitre (1) dans ce débat à enjeu démultiplié – l'entrée au Bundestag d'un parti d'extrême droite, nationaliste et flirtant même avec le nazisme, est une première pour l'Allemagne depuis l'après-guerre. Au point que son avenir se décide peut-être à travers le vote des militants. Car, à peine les négociations avec la CDU-CSU terminées, des dissensions ont éclaté au sein du SPD au sujet du choix des ministres et de la direction du parti. Pressenti pour occuper le ministère des Affaires étrangères, Martin Schulz, ancien président du Parlement européen qui avait mené la campagne des législatives, y a renoncé à la suite des récriminations publiques de Sigmar Gabriel (ancien chef du SPD et ex-ministre de l'Économie, à partir de 2013, aux Affaires étrangères depuis 2017). Schulz a même abandonné dans la foulée la tête du SPD.

C'est finalement Andrea Nahles, ancienne ministre du Travail, que la direction a choisie pour postuler à la tête du parti lors du prochain congrès, en avril. Une femme – inédit pour le SPD –, mais aussi une partisane d'une ligne plutôt centriste. « Or, nous avons besoin d'un renouvellement des structures et du personnel, mais aussi du contenu : le parti doit au contraire se tourner sur sa gauche », critique le nouveau militant Daniel Reitzig. « Si le SPD entre dans cette grande coalition aujourd'hui, il finira comme le Parti socialiste français », prédit en observateur averti Mathieu Pouydesseau. Français installé en Allemagne depuis longtemps, il milite au sein de ces deux partis. ●

JOBBIK SOUFFLE À L'OREILLE D'ORBÁN

Les défenseurs des droits humains n'ont de cesse de dénoncer les dégradations de l'État de droit en Hongrie depuis l'arrivée au pouvoir en 2010 de Viktor Orbán et de son parti, le Fidesz (toujours membre du Parti populaire européen au Parlement de Strasbourg). Atteintes à l'indépendance de la magistrature, lois anti-migrants ultra-répressives (la prison à leur entrée dans le pays), fermeture de médias critiques, lourdes pressions sur les associations... Bruxelles a tardé à lancer des procédures de sanctions contre Orbán et a semblé essentiellement préoccupé par une stratégie visant à circonscrire le Jobbik, parti d'extrême droite qui fait pression sur la politique du gouvernement avec les 15 % de voix qu'il représente dans les urnes. ➡ O. D.

« L'influence de l'ext

Les droites radicales profitent de l'affaiblissement des partis classiques et de la passivité de l'UE pour peser sur les politiques.

Patrick Piro



Anaïs Voy-Gillis
Doctore
à l'Institut français
de géopolitique (IFG),
spécialiste de l'extrême
droite en Europe.

(1) De leur côté, les délégués de la CDU ont approuvé le contrat de GroKo lundi dernier.

La présence de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle française de 2017 a focalisé la menace de l'extrême droite sur sa capacité à accéder au pouvoir. Et sa nette défaite a pu « rassurer ». À bon compte : partout dans l'Union, la menace n'est pas tant l'élection imminente d'un chef de gouvernement d'extrême droite que la radicalisation des droites sous la pression de cette mouvance, désormais troisième parti politique dans une dizaine de pays.

Plusieurs partis d'extrême droite se trouvent aux portes du pouvoir en Europe. Sont-ils en mesure d'y parvenir ?

Anaïs Voy-Gillis : Nous assistons simultanément à un renforcement des partis d'extrême droite et de droite radicale en Europe. Cependant, hormis le PiS [« Droite et Justice »] en Pologne et l'ANO [« Action des citoyens mécontents », populiste] en République tchèque, aucun parti d'extrême droite n'est actuellement au pouvoir. Néanmoins, plusieurs y accèdent via des coalitions avec la droite, parfois radicale.

C'est le cas en Autriche du FPÖ [« Parti de la liberté »], avec les conservateurs de l'ÖVP [« Parti populaire »]. La Ligue du Nord a participé à une coalition gouvernementale durant les années Berlusconi en Italie. De même pour le DF [« Parti populaire »] avec des conservateurs ou des libéraux au Danemark entre 2001 et 2011. Aux Pays-Bas, le PVV [« Parti pour la liberté »] s'en est tenu à un soutien parlementaire. Dans certains cas, comme en France avec le FN, l'extrême droite refuse les alliances pour ne pas déroger au « seul contre tous ». Un peu partout, ces partis s'ancrent. Même s'ils ne représentent au mieux, en général, que la troisième force politique, ils sont bel et bien présents dans tous les États européens.

Plutôt que la prise de pouvoir, la question d'actualité n'est-elle pas leur capacité à peser sur les gouvernements ?

Le potentiel d'influence de ces partis est indéniable. En Hongrie, l'existence d'un Jobbik très radical sur les questions d'immigration a fortement radicalisé la ligne des conservateurs du Fidesz de Viktor Orbán.

On peut observer deux phénomènes dans le monde occidental. Tout d'abord, une pratique

d'infusion et de diffusion des idées, certains partis, comme le FN, étant convaincus que la victoire, avant les urnes, se gagne dans les têtes. Cette diffusion est favorisée par un contexte de crise, les partis traditionnels peinant à offrir une réponse politique.

Ensuite, les partis de droite se sont petit à petit imprégnés des discours d'extrême droite, reprenant certains des thèmes qui semblaient en favoriser le succès. Lors de la campagne présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy centre son discours sur l'identité et l'insécurité. Laurent Wauquiez reprend le flambeau aujourd'hui, alors que le Front national est en perte de vitesse. En Autriche, le chancelier Sebastian Kurz, membre de l'ÖVP, l'emporte face au FPÖ en réalisant une campagne très à droite, avec des propositions relativement similaires aux thèmes forts de ce parti. En Hongrie, le Fidesz

a longtemps eu un comportement complaisant à l'égard du Jobbik, pratiquant une surenchère nationaliste pour ne pas se faire déborder. D'ailleurs, le Jobbik a récemment évolué, lissant son discours pour apparaître comme une alternative crédible à Orbán.

Identité nationale, immigration, sécurité : alors qu'elle

multiplie les emprunts idéologiques aux formations de la droite radicale (c'est très criant depuis deux ou trois ans), la droite classique a donc de moins en moins de réticences à s'allier avec elles. De ce point de vue, la crise des migrations est devenue un catalyseur central en Europe.

En Allemagne, la montée de l'extrême droite pourrait contraindre les sociaux-démocrates du SPD à accepter une coalition avec les conservateurs d'Angela Merkel, en dépit du coût politique que cela représente...

L'érosion de la social-démocratie en Europe a facilité l'émergence de partis de droite radicale. C'est le cas en Allemagne avec le SPD. Le parti d'extrême droite AfD est entré au Parlement et, en une année à peine, l'opinion s'est retournée sur la question de l'immigration, devenant globalement hostile. Il y a en effet un risque, en cas de nouvelle élection, si Merkel ne parvient pas à former un gouvernement, que l'AfD améliore son score, ce qui pourrait entraîner le pays dans une crise politique.

L'alliance entre la droite et l'extrême droite autrichiennes, fin 2017, n'a pas provoqué

« Les coalitions entre droite et extrême droite tendent à se banaliser. »

Le même drame est indéniable »

Le même émoi en Europe que lors de précédents similaires. Pourquoi ?

En 2000, le choix de la droite de faire alliance avec le FPÖ avait provoqué des réactions fortes, notamment de la part de l'Union européenne, comme s'il s'était agi d'une première. Les Autrichiens avaient perçu cela comme injuste, car l'Italie n'avait pas connu les mêmes condamnations quand Berlusconi s'était allié avec la Ligue du Nord, en 1994. En Slovaquie, le Smer-SD [« Direction social-démocratie »] de Robert Fico siège au sein du groupe Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen, alors même que Fico a construit une alliance avec le Parti national slovaque (SNS) d'extrême droite, auquel il avait confié en 2016 deux ministères (Éducation et Défense). Avec la même politique, entre 2006 et 2010, il avait été exclu du Parti socialiste européen. Rien de tel en 2016...

Cependant, outre le peu de réaction, ce qui frappe en 2018 en Autriche, c'est la place laissée au FPÖ dans le gouvernement. Il y a deux explications à cela. La première est que ce genre de coalition tend à se banaliser, par une forme d'acceptation de ces partis extrémistes. Comment dénoncer pour défaut de démocratie un parti qui a obtenu des élus de manière démocratique ? Deuxième raison, ces partis polissent leurs discours. Le SNS slovaque était représenté

en 2016 par Andrej Danko, un avocat au réseau d'influence respecté et qui a conduit une campagne sans dérapage. Il a renoué l'image sulfureuse de son parti, comme Heinz-Christian Strache avec le FPÖ autrichien. Par ailleurs, le SNS est apparu plus respectable à la faveur de l'émergence de Notre Slovaquie de Marian Kotleba, qui voue un culte à Jozef Tiso, le prêtre catholique qui a gouverné le pays entre 1939 et 1945 avec le soutien d'Hitler. Un parti qui rappelle à certains égards la Garde hongroise, avec ses costumes sombres et ses marches anti-Roms. En d'autres lieux, les droites radicales ont gagné en acceptabilité par comparaison avec ce type de mouvements.

L'Union européenne est bien peu réactive face aux entorses à ses principes fondateurs. Une manifestation d'impuissance ou une banalisation ?

L'Union est confrontée à un dilemme. D'abord, comment condamner des partis qui jouent le jeu des élections démocratiques ? Ensuite, elle dispose de peu de moyens face à des partis, comme en Pologne et en Hongrie, qui remettent ouvertement en cause la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la presse, mettent la justice sous tutelle, etc.

L'UE arrive aujourd'hui dans une impasse. Beaucoup de citoyens ne sont pas contre,

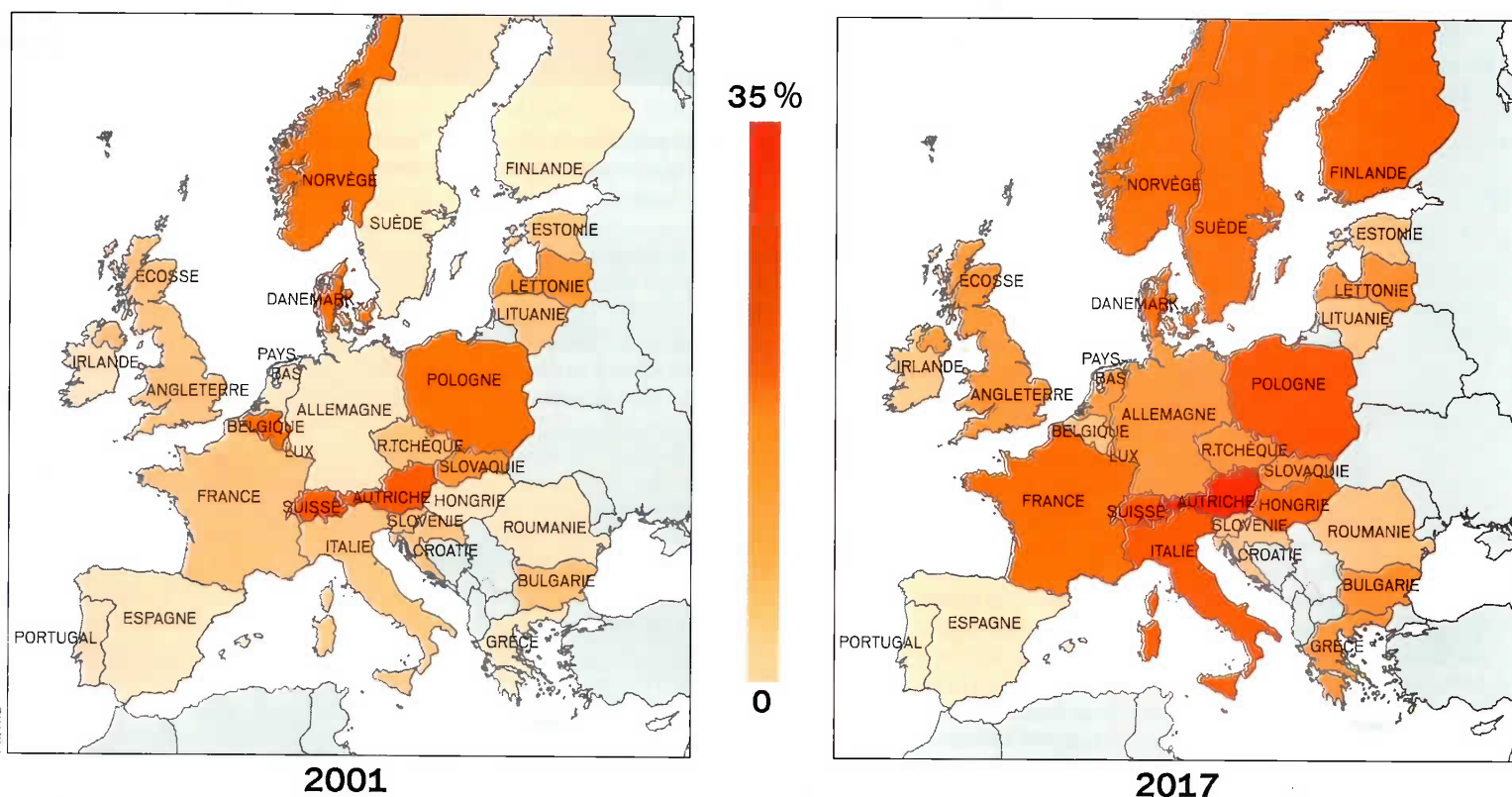
mais récusent sa forme actuelle. Le sentiment d'éloignement des institutions est renforcé par les crises économique, migratoire, sociale, politique, etc. qui secouent cet espace. L'Union suscite aujourd'hui de la défiance entre les peuples, renforcée par les politiques de dumping social et fiscal. Ce qui explique un souhait du retour de la nation souveraine.

Il y a également une crise de la représentativité, avec un rejet des élites, ressenties comme coupées du peuple. En Autriche comme ailleurs, la gauche et la droite alternent au pouvoir depuis soixante ans sans démontrer leur capacité à agir. Kurz l'emporte face au FPÖ en réalisant une campagne très à droite, avec des propositions relativement similaires aux thèmes forts de ce parti.

Faut-il s'attendre à une poussée de l'extrême droite lors des élections européennes de 2019 ?

C'est l'horizon immédiat le plus inquiétant. Ces partis réussissent très bien lors de ce scrutin, qui sert souvent d'exutoire aux mécontentements. S'ils ne coopèrent pas tellement, au Parlement européen, où leurs élus sont souvent absents, cela pourrait changer sous l'effet de leur renforcement. Tous ces partis rejettent l'UE sous sa forme actuelle et défendent une souveraineté accrue pour les nations. ■

Évolution du vote d'extrême droite en Europe



La Macédoine, aubaine d'Aube dorée

La controverse nationaliste entre Athènes et Skopje fait grimper le parti néonazi dans une Grèce en plein marasme. La droite pourrait en tirer profit aux législatives de 2019. **REPORTAGE**

Angélique Kourounis

Les chiffres sont tombés dimanche dernier. Une vraie surprise : Aube dorée, le parti néonazi grec, est de nouveau la troisième force politique du pays avec 9,4 % d'intentions de vote, gagnant trois points depuis les sondages précédents. Une poussée « applaudie » sans attendre : le même jour, en fin d'après-midi, une dizaine de personnes masquées et casquées envahissaient le local associatif antifasciste Favela, au Pirée, fusées éclairantes à la main, aux cris de « *maintenant vous allez mourir, bande d'enculés !* ». Elles ont cogné dans le but manifeste de tuer, visant leurs victimes à la tête avec des barres de fer et des manches de pioche. L'opération a duré quelques minutes. Les assaillants sont repartis en hurlant « *Sang, honneur, Aube dorée !* », le slogan phare du parti, laissant cinq blessés sur le carreau, dont deux ont dû être hospitalisés pour de graves traumatismes crâniens nécessitant de nombreux points de suture.

Présente sur les lieux, Eleftheria Tobatzoglou, l'avocate de la famille de Pavlos Fyssas, ce rappeur poignardé à mort par un cadre d'Aube dorée il y a quatre ans, était directement visée. Moins de trois heures plus tard, Aube dorée démentait officiellement sur son site « *avoir un quelconque rapport avec cette agression qu'elle condamne fermement* ».

Pourtant, ce n'est pas la première fois que les avocats de la partie civile du procès, en cours contre l'ensemble du groupe parlementaire d'Aube dorée et plusieurs de ses partisans, soit 70 personnes en tout, sont visés par des attaques coup-de-poing de la part des militants de ce parti. En septembre dernier, une autre avocate avait été poursuivie et violemment frappée à la sortie du tribunal, et il a fallu « *insister* », selon Thanasis Kambagianis, l'un de ses confrères, « *pour que la police poursuive les assaillants et accepte la plainte* ». Peu avant, Favela avait déjà été attaqué une première fois. La police avait alors arrêté quatre personnes. Lors des perquisitions à leur domicile ont été trouvés des affiches, des armes d'entraînement et du matériel de propagande pronazie. Pour Andreas Tzélis, autre avocat de la partie civile, « *il est évident que les sections d'assaut d'Aube dorée ont repris du service* ».



Manifestation antifasciste contre Aube dorée en 2014.

De fait, jusqu'à la parution du dernier sondage, on estimait que ce procès, qui vise à démontrer qu'Aube dorée n'est pas un parti politique mais « *une organisation criminelle à structure pyramidale et militaire où les ordres viennent d'en haut pour être exécutés par la base des militants actifs* », mettait sur la touche le parti néonazi, tombé à environ 6 % d'intentions de vote et affaibli par la défection de deux de ses dix-huit députés, Nikos Michas et Dimitrios Koukoutsis, désireux de se démarquer du groupe et de limiter la casse lors du verdict. Si ce dernier est resté « *indépendant* » au sein du Parlement, Nikos Michas est passé au Laos, parti souverainiste et populiste de droite ayant participé à la coalition gouvernementale d'austérité en 2011.

Mais le procès en question traîne. Il entre dans sa troisième année, les médias en parlent peu, à quelques exceptions près. Pour Maik Fielitz (1), chercheur à l'université de Francfort, « *si le fait que ce parti soit accusé de violences et d'assassinats ne fait pratiquement plus débat, en revanche, la question macédonienne fait la*

une partout depuis des semaines ». Et de préciser que « *tout parti d'extrême droite dépend de campagnes nationalistes pour sa visibilité. Aube dorée ne fait pas exception* ».

La Macédoine est une ex-république yougoslave, indépendante depuis 1991. Mais Athènes conteste au gouvernement de Skopje le droit d'usage de ce nom et de ses attributs symboliques, qui font référence à l'histoire hellénique. Si le nationalisme macédonien se porte bien du côté slave de la frontière, même sans néonazis au Parlement, la dispute est du pain bénit côté grec pour Aube dorée et l'ensemble de la droite, toutes tendances confondues. Le 4 février, lors d'une manifestation nationaliste massive, des dizaines de milliers de personnes défilaient à Athènes pour revendiquer l'exclusivité du nom, un mouvement dont le compositeur Mikis Theodorakis a pris la tête. L'engagement de cette ancienne victime de la dictature a légitimé non seulement le rassemblement, mais aussi la présence aux côtés des manifestants du groupe parlementaire d'Aube dorée au

(1) Coauteur, avec Laura Lotte Laloire, de *Trouble on The Far Right*, éd. Transcript-Verlag, ouvrage collectif sur la montée de l'extrême droite en Europe.

grand complet. Une confusion renforcée par la complaisance du musicien, qui s'est contenté de juger que les militants de ce parti, aux déclarations racistes et haineuses et dont les sections d'assaut ont déjà tué par deux fois, « aiment aussi leur patrie, mais d'une façon agressive qui sème la discorde ».

Dès lors, comment s'étonner de la remontée spectaculaire du parti néonazi dans les sondages ? Odysseas Boudouris, ex-député indépendant de gauche et cofondateur du cercle de réflexion « La société d'abord », remarque pourtant : « Il n'y a jamais eu en Grèce de racines d'extrême droite véritable. Cette émergence est avant tout un phénomène collatéral de la domination étrangère, allemande nazie sous l'occupation, puis britannique à la Libération, et américaine par la suite, avec la dictature des colonels. » Thèse que réfute l'activiste Ypopto Mousi, qui réalise chaque semaine pour la webtélé Omnia TV une émission résumant les séances du procès d'Aube dorée. « L'extrême droite grecque s'est développée dans les années 1920 sur fond de guerre gréco-turque et du terrible échange de population qui s'est ensuivi entre les deux pays, expose-t-il. Par la suite, le pays a suivi la ligne des extrêmes droites européennes de l'entre-deux-guerres, avec leur lot de racisme, d'antisémitisme et de collaborationnisme, encouragé par une Église et une éducation ultranationaliste qui persiste encore. »

Quoi qu'il en soit, les dérives nationalistes d'une société piégée par les fantômes douloureux de patries perdues, et même les meurtrissures d'une société laminée par neuf ans d'austérité sauvage et implacable ne suffisent pas à expliquer pourquoi un parti ouvertement néonazi siège depuis maintenant presque six ans au Parlement de ce pays qui se targue d'être le berceau de la démocratie. Une partie de l'explication se trouve dans la persistance de l'impasse économique et sociale que connaît le pays, couplée à la débandade de la gauche et au discrédit frappant l'opposition. « Depuis

maintenant trois ans, relève Odysseas Boudouris, il n'y a plus aucune grande manifestation contre Syriza, la gauche radicale au pouvoir. Les gens se sentent désorientés et humiliés parce qu'on n'a pas respecté leur vote de juillet 2015 quand ils ont rejeté à plus de 61 % le plan d'austérité, et parce qu'ils ont conscience que le pays ne contrôle plus rien, qu'il s'agisse de politique fiscale ou migratoire, et surtout économique et sociale. Il est totalement sous tutelle extérieure, et cela va durer encore longtemps. Ce n'est pas parce que le pays sort des mémorandums d'austérité cet été qu'il va redevenir souverain. »

Ce désarroi se retrouve dans les urnes. « Il y a ceux qui vont s'abstenir, essentiellement des électeurs de gauche, explique Ilias Nicolakopoulos, et ceux de droite qui partiront voter Aube dorée. » Le seul parti que l'on peut qualifier d'extrême droite en Grèce, juge cet analyste réputé. Il n'empêche. « Les trois autres formations proches sont des droites musclées qui entendent de plus en plus influencer Nouvelle Démocratie. »

Le grand parti conservateur-libéral rêve de revenir aux affaires lors des prochaines élections, prévues en 2019 et, lors de la campagne de 2015, Antonis Samaras, Premier ministre de l'époque et président du parti, promettait déjà « de débarrasser le pays des migrants qui sont devenus les tyrans de notre société ». Son gouvernement comptait deux figures de l'extrême droite grecque décomplexée, Adonis Georgiadis et Makis Voridis, un proche de Jean-Marie Le Pen. Samaras avait lui-même, en 1997, alors qu'il était ministre des Affaires étrangères, créé de toutes pièces la question macédonienne. Loucas Stamellos, activiste qui suit de près le procès d'Aube dorée, en est convaincu : « En Grèce, l'avenir de l'extrême droite réside dans la stratégie de la droite conventionnelle, qui, sur la plupart des dossiers, qu'il s'agisse de l'économie, des questions sociales ou de la question migratoire, adopte le même agenda qu'Aube dorée. »

Les militants de ce parti haineux ont déjà tué par deux fois.



Des tracts d'Aube dorée hostiles à la Macédoine.